



Cet imprimé est à utiliser **uniquement**, si la carrière de l'agent ne peut être mise à jour sur la plateforme PEP's, thématique « Carrière », service « Compte individuel retraite » ou à la demande du gestionnaire Ircantec.

Si vous avez plusieurs collectivités, chacune d'elles doit remplir un imprimé distinct.

Cet imprimé est réservé aux élus qui demandent leur retraite.

**En conséquence, il est à joindre obligatoirement à une demande de retraite.**

## 1 La personne qui a effectué les services

Nom de famille  Prénoms  Nom d'usage  Adresse  Code postal  Commune :   
Numéro de Sécurité sociale  Clé

## 2 La collectivité

N° BCR\*  N° contrat   
SIRET   
Désignation   
Adresse   
Code postal  Commune et cedex   
N° de téléphone, jours et heures de permanence

\* Si vous ne connaissez pas ce numéro, consultez votre espace personnalisé employeur sur [www.ircantec.retraites.fr](http://www.ircantec.retraites.fr)

## 3 Attestation de cessation de cotisations

Faire remplir le cadre 5 de cet imprimé par la collectivité et **le joindre obligatoirement à la demande de retraite** pour les affiliés ayant cotisé au cours des trois dernières années (année en cours et années précédentes). Si les déclarations annuelles correspondantes ne sont pas encore enregistrées, ces informations permettront de déterminer le nombre de points à attribuer pour ces trois dernières années.

L'attestation de cessation de cotisation peut être complétée sur votre espace personnalisé employeur sur [www.ircantec.retraites.fr](http://www.ircantec.retraites.fr)

## 4 État des services à valider

Faire remplir le cadre 6 de cet imprimé par la collectivité et **le joindre obligatoirement à la demande de retraite** pour les périodes électives qui n'ont pas donné lieu à cotisations au titre de l'Ircantec. Il s'agit en principe d'élus communaux ayant perçu des indemnités avant le 1<sup>er</sup> janvier 1973.

## 5 Attestation de cessation de cotisations

A cessé son mandat le

A commencé à cotiser le 

A cessé de cotiser le

Exerce actuellement un autre mandat électif **oui**  **non**  Si oui, lequel ? .....

A exercé un autre mandat électif **oui**  **non**  Si oui, lequel ? .....

S'il a été déclaré sous différents numéros de Sécurité sociale, les mentionner :

## Clé

Clé

## Clé

- Portez les indemnités soumises à cotisations pour l'année en cours et les deux années précédentes.

## Code statut professionnel

40 Élu communal • 41 Élu départemental • 42 Élu régional • 43 Élu EPCI • 44 Élu SDIS • 45 Élu CNFPT

6 État des services à valider

**Si vous n'êtes pas en mesure d'établir cet imprimé, veuillez en indiquer les motifs.**

## 7 Date, cachet et signature de la collectivité

La collectivité désignée ci-dessous certifie l'exactitude des renseignements portés sur ce document.

Établi à, \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Qualité du signataire .....

## Cachet et signature

« Les informations recueillies font l'objet d'un traitement par la Caisse des Dépôts et consignations en qualité de responsable de traitement (ci-après désignée Caisse des Dépôts). Les données collectées ont pour finalité **Gérer les retraites**. La base légale de ce traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public à laquelle la Caisse des Dépôts est soumise. Vos données sont conservées selon les modalités suivantes :

- Le contrat d'un ayant cause est à conserver 10 ans après le décès de l'auteur et jusqu'à 105 ans après sa naissance.
- Le contrat d'un auteur est à conserver 10 ans après son décès, jusqu'à 105 ans après sa naissance et tant qu'un contrat d'un ayant cause est encore conservé.
- Les données propres de l'auteur sont à conserver tant qu'il reste un contrat conservé rattaché à ce dernier.

Vos données ne seront transmises qu'aux personnes habilitées de ou par la Caisse des Dépôts ou à des tiers légalement autorisés. Le traitement de vos données personnelles ne donne lieu à aucun transfert hors de l'Union Européenne. Les informations recueillies qui seraient signalées avec un astérisque sont obligatoires pour permettre le traitement de votre dossier.

Conformément à la réglementation Informatique et libertés vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et le droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données ainsi que du droit de faire parvenir à la Caisse des Dépôts des directives spéciales relatives au sort de vos données après votre décès. Pour exercer vos droits Informatique et libertés, vous pouvez vous adresser à [mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr](mailto:mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr) ou par écrit à l'adresse suivante : Caisse des Dépôts - Données personnelles - Etablissement de Bordeaux - 6 place des Citerne - 33059 Bordeaux Cedex. Certaines demandes de droits (accès, rectification, limitation) nécessitent la fourniture d'une pièce d'identité valide. Nous vous invitons à consulter notre Politique de protection des données à caractère personnel à l'adresse suivante : <https://www.caissedesdepots.fr/donnees-personnelles-et-cookies/notice-information-gestion-des-retraites>. Si vous avez des questions concernant l'utilisation de vos Données à Caractère Personnel par la Caisse des Dépôts, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données (DPO) en remplissant le formulaire de contact à l'adresse <http://www.caissedesdepots.fr/protection-des-donneespersonnelles>. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente (CNIL). »

